

11<sup>e</sup> Colloque d'études en action publique (CÉAP)

## **Présentation**

### Sujet

---

Développement du gouvernement électronique au Canada : Application de l'analyse FFOM

**Essotina Vivien Adjanta**

21 mars 2024

# INTRODUCTION (1/4)

- **Contexte**

- La technologie a changé radicalement le fonctionnement des individus et des organisations, ainsi que leurs interactions.
- La technologie est devenue le principal outil qu'utilisent les organisations dans leurs missions.
- Le Canada fait parti de l'un des premiers pays qui ont adopté la technologie comme moyen de fourniture de services publics.
- Le gouvernement du Canada s'est engagé dans l'utilisation des TIC afin de pouvoir fournir les services publics à la population.



# INTRODUCTION (2/4)

---

- **Problématique**

- Il est certes vrai que le gouvernement électronique au Canada fonctionne dans le bénéfice de la population. Mais, force est de constater que son développement n'est pas effectif.
- Le gouvernement du Canada, bien qu'il a fait des efforts pour faire du gouvernement électronique une réalité universelle, mais n'a pas encore réussi à attendre le plein potentiel du gouvernement en ligne (Fraser, 2009, p. 11).
- Malgré les efforts du gouvernement fédéral et les gouvernements provinciales, à digitaliser certaines fonctions administratives et de gestion, le Canada reste déficient (Lacharite, 2011, p. 12) en matière du développement du gouvernement électronique.





# INTRODUCTION (3/4)

---



## Question de recherche

Quels sont les facteurs  
qui entravent le  
développement du  
gouvernement  
électronique au Canada  
?

# INTRODUCTION (4/4)

- **Objectif de la recherche**

Analyser les facteurs  
qui influencent le  
développement du  
gouvernement  
électronique au Canada.



# MÉTHODOLOGIE (1/2)

---

## Recherche documentaire

Publications scientifiques sur le gouvernement électronique du Canada.



- Bases des données: google scholar, scopus et sofia (ÉNAP).
- Période : 2010-2023.
- 23 publications scientifiques.

# MÉTHODOLOGIE (2/2)

**Analyses**

Modèle FFOM





# RÉSULTATS (1/4)

---

## Forces

- Utilisation des TIC ;
- Qualité des sites web ;
- Densité de la population ;
- Partenariat ;
- Efforts de numérisation de certaines fonctions administratives et de gestion ;
- Démocratie en ligne ;
- Gouvernance électronique ;
- Inclusion dans la régulation ;
- Dynamique interne de la gouvernance ;
- Engagement numérique.





# RÉSULTATS (2/4)

---

## Faiblesses

- Fracture numérique ;
- Faible niveau d'alphabétisation de certaines personnes ;
- Manque de l'évaluation ;
- Oscillation entre transparence et vie privée ;
- Déficits de transparence et de responsabilité ;
- Faible engagement civique des citoyens au niveau local ;
- Manque de confiance ;
- Manque d'efficience.



# RÉSULTATS (3/4)

---

## Opportunités

- Collaboration ;
- Investissements dans les infrastructures numériques ;
- Améliorer la culture des données ;
- Explorer le lien entre les pratiques institutionnelles et la capacité ;
- Gouvernance alternative.



# RÉSULTATS (4/4)

---

## Menace (s)

- ❖ Influence du privé sur la gouvernance.



# DISCUSSION (1/4)

---

- ❑ La discussion est portée sur les résultats les plus significatifs.
- ❖ Notre recherche ressort que **l'utilisation des TIC** fait partie intégrante du gouvernement électronique du **Canada**. Alors, il est réalisé qu'afin d'obtenir les technologies importantes, le gouvernement central de la **Chine** fait des efforts dans leurs acquisitions (Wu & Bauer, 2010, p. 290). D'autre part, l'application des technologies dans le gouvernement électronique au **Royaume-Uni** (Sivarajah et al., 2014, p. 2221) fait parti du système de gouvernance. Par ailleurs, le **Botswana** quant à lui est en retard dans l'utilisation des TIC (Nkwe, 2012, p. 39).
- ❖ Nos analyses révèlent que le gouvernement électronique du **Canada** possède une **qualité des sites web**. Mais, ceci n'est pas le cas en **Arabie Saoudite** car les problèmes d'utilisation et d'accessibilité affectent la performance des sites web gouvernementaux (Al-Sakran & Alsudairi, 2021, p. 48254).



## DISCUSSION (2/4)

---

- ❖ **La fracture numérique** constitue un problème majeur au gouvernement électronique. Elle est l'un des obstacles à son développement effectif. Ainsi, d'après nos analyses, le gouvernement électronique du **Canada** fait face à la fracture numérique. La fracture numérique ne touche pas seulement le Canada, mais bien d'autres pays. Ainsi, on réalise qu'en **Grande Bretagne** certaines personnes restent toujours exclus du numérique (Harvey et al., 2023, p. 1165). En **Égypte**, la fracture numérique existe dans l'utilisation du gouvernement numérique (Reddick et al., 2012, p. 226); quant au **Nigéria**, elle est de dimensions variées (Okunola et al., 2017, p. 329). En **Jordanie**, on parle plutôt de la fracture numérique du genre (Al-Rababah & Abu-Shanab, 2010, p. 1). Mais, en **Afghanistan** le gouvernement électronique est affecté par la fracture d'accès et la fracture sociale (Khan et al., 2012, p. 281).

## DISCUSSION (3/4)

---

- ❖ L'éducation est fondamentale dans le monde du gouvernement électronique. Alors, nos résultats soulignent que le gouvernement électronique du **Canada** fait face au faible niveau d'**alphabétisation de certaines personnes**. Cependant, l'éducation TIC est un facteur le moins significatif dans l'adoption du gouvernement électronique en **Indonésie** (Sabani et al., 2023, p. 1).
- ❖ Nous avons noté que le gouvernement électronique du **Canada** pourrait bénéficier de **la collaboration** afin de se renforcer. En effet, la gouvernance collaborative est liée au **développement technologique** (Liu et al., 2020, p. 222). Elle favorise les **interactions** (Hui & Hayllar, 2010, p. S120). Ceci permettrait de **bénéficier** de la connaissance technologique, et le leadership en la matière auprès des autres acteurs.


## DISCUSSION (4/4)

---

- ❖ À l'issue de nos analyses, nous avons trouvé que **les investissements dans les infrastructures numériques** sont une opportunité que le gouvernement électronique du **Canada** pourrait saisir. Il existe une **relation positive** entre les atouts technologiques et la performance des infrastructures technologiques (Dahiya & Mathew, 2016, p. 411). Les investissements pourraient **renforcer** cette relation auprès du gouvernement électronique du Canada. Par ailleurs, les investissements pourraient permettre de **bénéficier** également des compétences et expertise technologiques (Manoharan, 2013, p. 160) auprès des autres acteurs.
- ❖ Après les analyses faites sur les publications scientifiques recueillies, il ressort que **l'influence du privé** constituerait une menace au gouvernement électronique du **Canada**. Cependant, on réalise qu'au **Malaisie**, le partenariat public-privé est vu comme une solution pour surmonter beaucoup d'obstacles et de défis dans la réalisation des objectifs du gouvernement électronique (Kaliannan et al., 2010, p. 207).



# CONCLUSION (1/3)

- 
- ✓ Nous avons eu pour **objectif** d'analyser les facteurs qui influencent le développement du gouvernement électronique au Canada. Pour ce faire, nous avons recueilli **23 publications scientifiques** sur la période **2010-2023**. Par la suite, nous avons appliqué l'analyse FFOM.
  - ✓ Nos analyses montrent que le gouvernement électronique du Canada, d'une part, possède des **forces** majeures qui sont l'**utilisation des TIC** et la **qualité des sites web**, et a des **faiblesses** comme la **fracture numérique** et le **faible niveau d'alphabétisation** de certaines personnes ; d'autre part, il existe des **opportunités** comme la **collaboration** et les **investissements dans les infrastructures numériques** qui pourraient être bénéfique, mais l'**influence du privé sur la gouvernance** constituerait une **menace**.
  - ✓ Alors, on note que le gouvernement électronique du Canada fait face presque aux mêmes défis que les autres pays. Mais, la prise en compte des facteurs influenceurs pourraient favoriser son amélioration au profit des citoyens.
- 



## CONCLUSION (2/3)

✓ **Limites** des la recherche:

Cette recherche fournit une **compréhension générale de l'environnement interne et externe du gouvernement électronique du Canada**. Ceci constitue une **première limite** pour notre recherche car **les facteurs identifiés ne sont pas étudiés singulièrement afin de fournir une compréhension plus approfondie**. La **seconde limite** est que **cette recherche n'a pas été menée au niveau provincial, mais au niveau fédéral**. Ainsi, les résultats de cette recherche ne peuvent pas être pris dans le contexte provincial.



## CONCLUSION (3/3)

- ✓ Nous pensons alors qu'afin de propulser davantage le développement du gouvernement électronique du Canada, il faudra renforcer ces forces et saisir les opportunités qui s'offrent tout en recherchant à minimiser ses faiblesses et en veillant sur les menaces éventuelles.




- ✓ Par ailleurs, les  **futures recherches**  pourraient s'aventurer à comprendre davantage l'influence du privé sur le gouvernement électronique du Canada.



Fin

---



Merci pour votre  
attention!



# BIBLIOGRAPHIE (1/3)

---

Al-Rababah, B. A., & Abu-Shanab, E. A. (2010). E-government and gender digital divide: The case of Jordan. *International Journal of Electronic Business Management*, 8(1).

Al-Sakran, H. O., & Alsudairi, M. A. (2021). Usability and accessibility assessment of Saudi Arabia mobile e-government websites. *IEEE Access*, 9, 48254-48275.

Dahiya, D., & Mathew, S. K. (2016). IT assets, IT infrastructure performance and IT capability: a framework for e-government. *Transforming Government: People, Process and Policy*, 10(3), 411-433.

Fraser, C. (2009). E-government: The Canadian experience. *Dalhousie Journal of Interdisciplinary Management*, 5(1).

Harvey, M., Hastings, D. P., & Chowdhury, G. (2023). Understanding the costs and challenges of the digital divide through UK council services. *Journal of Information Science*, 49(5), 1153-1167.

Hui, G., & Hayllar, M. R. (2010). Creating public value in e-Government: A public-private-citizen collaboration framework in Web 2.0. *Australian Journal of Public Administration*, 69, S120-S131.



## BIBLIOGRAPHIE (2/3)

---

Kaliannan, M., Awang, H., & Raman, M. (2010). Public-private partnerships for e-government services: lessons from Malaysia. *Institutions and Economies*, 207-220.

Khan, G. F., Moon, J., Swar, B., Zo, H., & Rho, J. J. (2012). E-government service use intentions in Afghanistan: technology adoption and the digital divide in a war-torn country. *Information Development*, 28(4), 281-299.

Lacharite, J. R. (2011). The Internet and electronic democracy in Canada: Reaching the limits of e-government and the false promise of digital democracy? *Canadian Political Science Review*, 5(1), 1-19.

Liu, T., Yang, X., & Zheng, Y. (2020). Understanding the evolution of public-private partnerships in Chinese e-government: four stages of development. *Asia Pacific Journal of Public Administration*, 42(4), 222-247.

Manoharan, A. (2013). A three dimensional assessment of US county e-government. *State and Local Government Review*, 45(3), 153-162.

Nkwe, N. (2012). E-government: challenges and opportunities in Botswana. *International journal of humanities and social science*, 2(17), 39-48.

# BIBLIOGRAPHIE (3/3)

---

Okunola, O. M., Rowley, J., & Johnson, F. (2017). The multi-dimensional digital divide: Perspectives from an e-government portal in Nigeria. *Government Information Quarterly*, 34(2), 329-339.

Reddick, C. G., Abdelsalam, H. M. E., & Elkadi, H. A. (2012). Channel choice and the digital divide in e-government: the case of Egypt. *Information Technology for Development*, 18(3), 226-246.

Sabani, A., Thai, V., & Hossain, M. A. (2023). Factors Affecting Citizen Adoption of E-Government in Developing Countries: An Exploratory Case Study From Indonesia. *Journal of Global Information Management (JGIM)*, 31(1), 1-23.

Sivarajah, U., Irani, Z., & Jones, S. (2014). Application of Web 2.0 technologies in E-Government: A United Kingdom case study.

Wu, Y., & Bauer, J. M. (2010). E-government in China: Deployment and driving forces of provincial government portals. *Chinese Journal of Communication*, 3(3), 290-310.